

# LE MONDE ET NOUS



**ALAIN FOKA**

**NIGER, LE SUICIDE  
DE LA CEDEAO ?**

Sur ce coup-ci, ils sont allés au delà de nos espérances. Choisir d'entrée de jeu l'option militaire pour aller sauver le soldat Mohamed Bazoum le président déchu du Niger, waouh, comment peuvent-ils faire ça ?

Scénariste de Hollywood, garder l'œil ouvert parce que nous allons assister à un moment historique. La CEDEAO va sauter sur Niamey comme la Légion l'avait fait sur Kolwezi au Zaïre en 1978, mais cette fois-ci, c'est pour récupérer le président de la République des mains de putschistes, de toute l'armée nigérienne qui se sont ralliées et de l'immense population qui désormais les soutiens pour le remettre dans son fauteuil.

Bon courage aux commandos. Non mais soyons sérieux! Depuis plusieurs jours je me pince pour m'assurer que je ne rêve pas, que je ne suis pas en train de faire un cauchemar avec son lot de choses incongrues, irréaliste tel un fantôme où l'on plane de gratte-ciel en gratte-ciel, où l'on croise des éléphants roses.

Que se passe-t-il donc dans la tête de nos dirigeants. Cette crise propre au Niger vient de montrer avec acuité la vacuité de nos dirigeants.

Un classique, le même type de communiqué que nous avons vu à la télévision 277 fois depuis les indépendances, des armées qui arrachent le pouvoir, la chose est claire, aucune personne de sensé logique ne peut encourager les puchs militaires dans un pays normal.

C'est salulaire de condamner ce coup d'État contre un président qui a été démocratiquement élu selon les termes accordés. Mohamed Bazoum c'est connu et le peuple nigérien le lui accorde, était un président travailleur, honnête, loyal et patriote soucieux de la situation des populations et l'un des moins dispendieux des chefs d'Etat qui se sont succédés à la tête de ce vaste ensemble sahélien.



Même si certains lui reprochaient de fermer les yeux sur les quelques scandales financiers ou ne pas punir avec célérité et sévérité les pilleurs, les prévaricateurs du régime de son prédécesseur à qui il garde une loyauté sans faille. C'est donc logique que ce push perpétré par son chef d'état-major soit condamné avec fermeté, ça ne saurait être la pratique.



La CEDEAO aurait été dans son rôle si elle prenait les mesures proportionnées pour exprimer sa désapprobation. Même si on s'oppose au putsch militaire en général, même si on est allergique à l'idée que la soldatesse ne peut renverser des régimes démocratiques, il faut reconnaître que la réaction de la CEDEAO sur ce coup semble disproportionnée.

Là on est vraiment loin du compte. Où est donc passé le légendaire sens de la palabre africaine contée dans notre littérature, comment peut-on d'entrée de jeu envisager l'option militaire pour déloger cette junte qui s'installe ?

De façon pratique comment on fait ça là ? là on a le sentiment que la CEDEAO est soit totalement hors sol, soit sous la pression de certaines nations occidentales.

Que la CEDEAO prenne des mesures de sanction pour établir la légalité constitutionnelle c'est logique, mais de là à envisager des frappes, l'option militaire pour extirper le Président, on est carrément dans la fiction là.

**Combien de morts civiles et innocents va-t-on sacrifier pour le rétablir à son poste ? Et les puchistes, qui savent quelle est le sort qui va leur être réserver s'il est libéré ou vont-ils le laisser vivre en attendant l'arrivée des Zoro de la CEDEAO ?**

Quel poids va-t-il avoir auprès de l'armée qui s'est rallier aux puchistes s'il venait à être sauvé ? Et cette population hétéroclite et diversifiée qui est descendue dans la rue depuis plusieurs jours pour ap-

porter son soutien à la junte comment le persévérera-t-elle désormais ?

La sagesse populaire la plus partagée veut que l'on tire les leçons des expériences passées, des épreuves écoulées et que l'on apprenne de nos erreurs et de celles des autres.

---

## CEDEAO quelle avenir?

---

Comment une institution comme la CEDEAO qui souffre durement des conséquences d'une autre aventure, celle des occidentaux en Lybie et qui a contribué à renverser le colonel Mouammar Kadhafi sous prétexte d'établir la démocratie, peut-elle à son tour envisager, ne serait-ce qu'une seconde une option militaire pour établir un président dans son fauteuil ?

Lorsqu'il considère la situation chaotique en Libye et ses effets telluriques surtout dans la région du Sahel, comment peut-elle encore écouter les injonctions de ceux qui ont créé ce gigantesque désordre ? Comment des chefs d'État parfois eux-mêmes mal élus, peuvent-ils dans une salle, alors que le Sahel brûle, envisager une opération militaire au seul prétext-

te qu'un chef d'état d'un pays exsangue au terrorisme est renversé par sa garde personnelle ?

Je veux bien que l'émotion étreigne les homologues lorsqu'ils pensent au sort réservé à Mohamed Bazoum qui est un homme honnête, digne et patriote, mais à ce niveau-là, doit-on se laisser ainsi déborder par ses sentiments au point d'oublier les risques que suscitent ce type de menace qui mobilise tant d'hommes, de femmes et de moyens ?

Comment peut-on malgré la menace djihadiste envisager de se fragiliser par une nouvelle guerre ? Comment des dirigeants d'une sous-région en proie à une guerre fratricide peuvent-ils se recueillir dans la précipitation et prendre des décisions totalement contraires aux textes qui régissent leur institution ?

Quelle crédibilité accorder à une institution qui, sans sourciller, viole aussi régulièrement ses propres textes. Je ne veux pas leur faire insultes mais je pense qu'ils ont oublié un principe cardinal du droit international que même les grandes puissances impérialistes s'emploient à observer quand elles décident d'entrer en guerre, une règle qui rappelle qu'un pays souverain ne peut être attaqué sans une résolution des Nations Unis.

**J'espère que la CEDEAO ne l'a pas oublié à moins qu'elle envisage d'aller obtenir le vote de cette résolution à l'ONU. Alors dans ce cas, bon courage! Ou à moins qu'elle signe aussi d'être dispensé de cette résolution au regard de la menace ?**

J'ai beaucoup de mal à comprendre qu'une région qui compte autant de diplomates chevronnés ait pu manquer à ce point le sens de la diplomatie. Je veux bien qu'ils aient été sous pression des grandes puissances occidentales telles que la France et les États-Unis d'Amérique qui demandent des sanctions.

La France a par ailleurs des raisons économiques et géostratégiques dans la région même si elle s'en défend, mais la CEDEAO doit-elle encore être à l'écoute de Paris qui traînent le passif libyen et malien ?

L'idée d'une intervention ne fait d'ailleurs pas l'unanimité. Comme nous l'avons vu, les sénateurs du Nigeria, poids lourd de la CEDEAO avec ses 215 millions d'habitants et qui partagent une frontière de 1500 km avec le Niger ont appelé le président Bolla Tinubu à renforcer l'option politique et diplomatique.

Peut-être devons-nous par honnêteté pour les jeunes générations arrêter avec cette hypocrisie qui domine dans la diplomatie internationale. Est-ce qu'il n'y a pas quelque chose qui vous gêne lorsque l'on voit le Nigeria debout dans cette aventure contre le Niger ?

Comment le pays phare de la région qui abrite depuis tant de décennies le groupe terroriste Boko Haram, l'un des principaux responsables de l'insécurité dans le Sahel, peut-il avoir d'un coup pour priorité le rétablissement de l'ordre constitutionnel au Niger voisin ?

Comment peut-il envisager d'aller attaquer l'armée nigérienne alors qu'il a cet ennemi plus dangereux sur son propre territoire avec lequel ses généraux, ses officiers supérieurs baptisent et se partagent souvent le butin, mais n'est-ce pas là l'urgence ?

J'ai découvert avec stupéfaction que le Nigeria, avec la CEDEAO, peuvent lever une armée avec des commandos capables de frapper en plein cœur de Niamey. Mais pourquoi ne l'avoir pas fait pour combattre des ennemis plus cruels, plus violents, plus déstabilisateurs qui ensanglantent le Sahel depuis des décennies ? Va-t-on ressortir l'ECOMOG qui avaient officié au Libéria et en Côte d'Ivoire et n'ont pas laissé une image impérissable ?

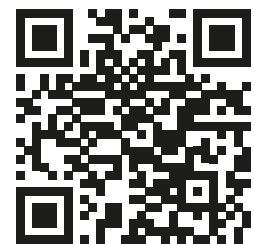
Créé en 1975, la CEDEAO a pour mission de déclarer, de promouvoir l'intégration économique dans la région. Cela comprend la libéralisation des échanges, la libre circulation des personnes ou encore l'harmonisation des réglementations dans la communauté. C'est ça sa raison d'être, rassembler ses pays pour constituer une force, un grand ensemble capable de faire face aux différents défis économiques, sécuritaires, financiers et sociaux.

Mais il est également inscrit dans ses principes fondamentaux, la promotion et la consolidation d'un système démocratique de gouvernement dans chaque Etat membre. C'est au nom de cette tolérance zéro pour les changements anti-constitutionnels de gouvernement que les pays membres de la CEDEAO envisagent d'intervenir au Niger pour établir la légalité formidable.

C'est étonnant qu'il n'y ait pas eu la même fermeté pour les autres. C'est surprenant que la CEDEAO, sur le même principe, ne soit pas intervenue en Guinée lorsque El Alpha Condé tripatoillait la Constitution pour briguer un troisième mandat ou encore en Côte d'Ivoire lorsqu'à la mort de Amadou Gon Coulibaly, le président Alassane Dramane Ouattara a décidé de revenir pour un troisième mandat.

Faut dire qu'ils sont un certain nombre non négligeables, les chefs d'Etat de la CEDEAO qui, comme

dans le cas du Mali et du Burkina Faso, n'étaient pas en faveur des sanctions infligées. Beaucoup sont opposés à l'option militaire, même s'ils préfèrent garder le silence. Ces mesures de sanction ont surtout été prises par quelques chefs d'Etat dont notamment celui du Nigeria, le président Macky Sall du Sénégal, le président Alassane Dramane Ouattara de Côte d'Ivoire et le président Patrice Talon du Bénin.



SCANNEZ CE CODE  
POUR DECOUVRIR LA  
SUITE